

la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin, avec la collaboration de Isabelle Biagiotti, Daniel Bourmaud, Rob Buijtenhuijs, Michel Cohen, Bernard Conte, Jean-Pascal Daloz, Mathias Sami Kanse, Roland Marchal, Jean-Claude Marut, Comi M. Toulabor, Sandrine Valcke.

ARMSTONG (A.-K.) (éd.) — **Struggling over Scarce Resources — Women and Maintenance in Southern Africa.** — WLSA/University of Zimbabwe Publications, 1992, XVI-157 p.

Cette synthèse d'une série d'enquêtes réalisées en Zambie, au Zimbabwe, au Botswana, au Mozambique, au Swaziland et au Lesotho traite de la question de la protection juridique des épouses et des enfants délaissés. Les études sont menées par le WLSA, un groupement féministe prônant l'avènement d'une véritable législation sociale en faveur de ces catégories sociales dominées. On note avec satisfaction que cette prose engagée ne se réduit pas à une simple diatribe mais repose sur de sérieuses recherches de terrain. Se trouve spécialement analysé le passage de traditions d'assistance au sein de la famille élargie au développement progressif de « maintenance laws » concernant plutôt les familles nucléaires. Bien que la situation ne soit pas exactement semblable d'un pays à l'autre, l'enquête conclut que les cours coutumières (auxquelles on semble s'adresser plus volontiers) sont sujettes à des pressions et ont parfois du mal à imposer leurs décisions. Les tribunaux modernes apparais-

sent plus « progressistes » mais les femmes osent rarement y avoir recours, faute de connaissance de leurs droits et surtout parce qu'elles sont souvent ignorantes des procédures à suivre. [J.-P.D.]

OHADIKE (D.C.) — **Anioma : A Social History of the Western Igbo People.** — Athens, Ohio University Press, 1994, XX-250 p.

S'agissant du Nigeria, les ouvrages qui s'emploient à retracer l'histoire d'un groupe ethnique sont légion. S'y entremêlent volontiers visées scientifiques et quelques préoccupations autolaudatives car l'auteur est généralement du cru. Ce livre, relevant de ladite veine, traite des Igbo de l'Ouest du Niger : minorité dont on sait qu'elle a singulièrement subi l'influence des royaumes (Edo, Yorouba) qui prédominaient dans cette « aire occidentale » avant l'arrivée des Blancs. Bien qu'il repose entre autres sur la consultation d'archives, il ne nous paraît guère apporter d'éléments nouveaux par rapport aux principaux travaux historico-anthropologiques antérieurs. Au fil des pages, on retrouve en effet de manière assez convenue la rela-

tion d'épisodes fréquemment dépeints ou des analyses fort classiques. A notre avis, un travail qui vaut essentiellement en tant que synthèse. [J.-P.D.]

L'Afrique côté cuisines — Regards africains sur l'alimentation. — Paris, Syros, 1994, 190 p.

Ce recueil de courts articles concoctés par une équipe de journalistes majoritairement autochtones ne saurait qu'allécher tout lecteur friand de textes sur le rapport (ô combien riche symboliquement !) des Africains à la nourriture. L'ambition est de sortir quelque peu des images habituelles de la famine et de la malnutrition (qui viennent malheureusement à l'esprit lorsque l'on évoque cette partie de la planète) et de nous montrer tout le caractère affectif que peut revêtir l'acte de manger, en ces contrées où il ne s'agit pas seulement de se sustenter mais de « faire honneur à un plat ». Ce bouquet de mini-reportages explicite les formidables succès du concentré de tomates ou du « bouillon cube » comme l'échec retentissant de certains produits lancés par diverses multinationales et il aborde aussi bien les évolutions culinaires, les persistants problèmes d'hygiène que les effets parfois pervers de l'aide alimentaire ou de l'écoulement des excédents de la CEE.

Ainsi qu'il est pertinemment souligné dans l'introduction (au style moins journalistique), ce thème fondamental est susceptible de mobiliser bien des disciplines scientifiques. A cet égard, outre certains propos un rien complaisants au sujet du « festin de bêtes » et des tabous alimentaires, on regrettera que l'accent soit essentiellement mis sur les aspects économiques, les pratiques de consommation et que la nourriture soit si peu appréhendée sous un angle sociologique (symbolique, identitaire, ostentatoire...) ou dans ses dimensions politiques (redistributions...). Néanmoins, cet ouvrage fourmillant d'anecdotes significatives et donnant un plaisant aperçu de l'invention verbale qui pré-

vaut pour ces choses du ventre se révèle souvent savoureux. [J.-P.D.]

HEIKO (Meinhardt) — « Die Rolle des Parlament im autotitären Malawi », Arbeiten aus dem Institut für Afrika-Kunde n° 88, Institut für Afrika-Kunde. — Hamburg, 1993, 174 p.

Ces deux études de l'IAK d'Hambourg apportent des éléments théoriques et concrets à l'analyse des espaces de mobilisation politique en Afrique. Elles s'attaquent en outre à deux domaines inexplorés : le parlementarisme dans le contexte autoritaire africain et le syndicalisme. Quel rôle peuvent jouer ces deux institutions dans la construction démocratique en Afrique ?

L'ouvrage de Heiko Meinhardt dépasse la description institutionnelle pour favoriser l'analyse grâce à des enquêtes de terrain audacieuses à tous les niveaux de la vie politique malawite. L'étude des groupes d'intérêt, qui soutient cet ouvrage, amène à s'interroger sur les réformes en cours. La disparition du régime de Banda peut-elle conduire à un vrai régime parlementaire au Malawi ?

De fait les médiations manquent. Le parti unique s'était emparé de tous les espaces sociaux — traditionnels comme modernistes. Seule l'Église gardait assez d'indépendance pour construire une critique et initier un mouvement de protestations et de réformes en 1991. Celles-ci ne peuvent en outre, pour Heiko Meinhardt, bouleverser sans risque le système, avec ou sans Banda. Les causes de l'échec du pluripartisme lors de l'indépendance sont encore présentes. Le spectre de l'ethnicisme limite en effet les marges de manœuvre. Les soutiens potentiels des réformateurs eux-mêmes — Église, journalistes, élite formée et militaires — seraient sceptiques quant à son succès. [I.B.]

SCHMIDT (Siegmar) — « Die Rolle der schwarzen Gewerkschaften in Demokratisierungsprozess Südafri-

kas », *Hamburger Beiträge zur Afrika-Kunde* n° 40, Institut für Afrika-Kunde — Hamburg, 1992, 334 p.

L'originalité de l'étude de Siegmund Schmidt est d'explorer les liaisons — souvent posées — entre économie et politique. Il peut ainsi expliquer le poids historique des syndicats dans la mobilisation des Sud-Africains noirs depuis 1979.

De fait, l'interaction entre l'économique et le politique semble bien prégnante à deux niveaux. La volonté de réformes du gouvernement et des entrepreneurs d'une part, s'appuie sur l'espoir de voir disparaître les sanctions internationales et de créer « un espace économique post-apartheid apolitique » (p. 269). De même, à un autre niveau, l'influence du regroupement syndical COSATU s'appuie elle aussi sur le développement économique qui a permis la construction d'une identité sociale moderniste de « travailleur ». Eux aussi appréhendent, en outre, la transition autant sur le plan politique que socio-économique : leurs revendications d'égalité et de citoyenneté s'appliquent autant aux droits fondamentaux qu'au vécu quotidien. Ils demandent ainsi « un juste partage des revenus, de la richesse et du pouvoir économique ». [I.B.]

GUICHAOUA (André), GOUSSAULT (Yves) — *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, 1993, 190 p.

Emporté par le tourbillon des exigences disciplinaires, des pratiques institutionnelles, des politiques scientifiques ou encore des modes, le spécialiste des sciences sociales perd souvent de vue les logiques inhérentes à sa propre réflexion. Or une démarche scientifique est toujours datée, insérée dans un contexte spécifique et soucieuse de se légitimer par l'ignorance, voulue ou non, ou bien au contraire par l'appropriation,

plus ou moins masquée, de la production voisine. L'ouvrage d'André Guichaoua et d'Yves Goussault, universitaires mais aussi praticiens du développement dans les pays du sud, apparaît ainsi comme un éclairage bienvenu sur l'état des sciences sociales spécifiquement consacrées au développement. L'exercice était périlleux dans la mesure où les sciences sociales cumulent en l'espèce une double crise : celle, générale, des sciences sociales et celle, spécifique, du développement. Plutôt que de s'enfermer dans une controverse supplémentaire sur l'objet même du développement (cet objet qualifié de « fuyant » p. 3), les auteurs, sans occulter les débats qui l'entourent, ont opté d'abord pour une approche géographique de celui-ci : relèvent du développement les sociétés d'Afrique, Asie et Amérique latine. C'est en effet autour de ces trois continents que se sont historiquement concentrées les recherches en sciences sociales qui, explicitement ou implicitement, se sont situées dans la problématique du développement. L'unité de condition de ces trois continents fonde initialement l'unité du champ scientifique analysé. Pour autant, le critère géographique ne suffit pas à circonscrire l'objet. Comme le montrent les auteurs, il existe en fait une trame commune aux différentes disciplines qui relèvent du développement. Toutes puisent à un moment ou à un autre dans un patrimoine théorique identique constitué pour l'essentiel des approches consacrées et antinomiques, les théories dites de la modernisation et du développement d'un côté, les approches dépendantistes de l'autre (chap. 1). Ces théories balisent les sciences sociales du développement de sorte que peu d'analyses, encore aujourd'hui, échappent à l'obligation de s'y référer. La crise du développement concret, appréhendé en termes de résultats pour les sociétés concernées, n'a pas manqué d'affecter le champ scientifique du développement d'autant plus que les sciences sociales dans leur ensemble étaient ébranlées par le déclin du structuralisme (chap. 2). Soucieux de ne pas officialiser un monopole académique trop souvent spontané en matière d'analyse du

développement, André Guichaoua et Yves Goussault s'attachent à éclairer l'apport des praticiens du développement (La recherche-développement et la recherche-action) de même que les apports politiques, littéraires et religieux à l'analyse de l'objet (chap. 3 et 4). On retiendra en particulier la genèse de l'expertise en matière de développement mise en évidence à partir du constat d'un déclin des acteurs universitaires tandis que les organismes de développement s'érigent en producteurs de la pensée légitime (p. 42-44). Ces quatre premiers chapitres forment en fait une première partie dont l'objectif est de resituer les référents généraux des sciences sociales du développement, leur évolution et leurs limites.

Dans un deuxième temps, l'ouvrage présente un panorama des différentes disciplines constitutives des sciences sociales du développement et la façon dont celles-ci ont décliné, chacune avec ses spécificités, la trame qui leur est commune. Les chapitres 5, 6 et 7 traitent successivement de l'économie et de la géographie, de la sociologie et de l'ethnologie/anthropologie, puis de l'Histoire ainsi que des sciences politiques et juridiques. Le découpage disciplinaire ne se traduit pas nécessairement par un enrichissement mutuel ni par un approfondissement de l'objet même du développement. A travers le discours sur la disciplinarité se manifeste selon les auteurs une rivalité aiguë (pp. 122-123) entre disciplines de sorte que « les débats disciplinaires les plus récents sur le développement illustrent de manière tranchées la double volonté de leurs différents porte-parole de délimiter très clairement des territoires spécifiques (et considérés comme imprenables) et de s'assurer des perspectives expansionnistes au détriment des disciplines voisines ». A la glorieuse période d'ouverture des années 70 aurait ainsi succédé selon les auteurs, reprenant implicitement en cela les analyses de Pierre Bourdieu, une lutte pour l'appropriation légitime du champ considéré, définissant de nouvelles hiérarchies et réduisant la pluridisciplinarité à un alibi. On appréciera la lucidité de l'ouvrage mettant en évidence par exemple la véritable fonction

des formules incantatoires récurrentes (vertus immanentes du travail de terrain, sanctification du travail collectif...) qui cachent mal une incertitude statutaire et, faut-il ajouter, des résultats trop souvent décevants où l'innovation est avant tout une affaire de mots...

André Guichaoua et Yves Goussault, en moins de 200 pages dressent un bilan de près d'un demi-siècle de réflexion en matière de développement. Ce retour des sciences sociales sur elles-mêmes s'imposait tant la tendance est grande d'oublier les conditions d'élaboration de toute pensée scientifique, ses déterminants et par conséquent ses limites. En présentant une véritable sociologie de la connaissance appliquée au développement, les auteurs adressent en fait un message à tous ceux qui font profession d'analyste en la matière pour qu'ils ne perdent pas de vue le caractère nécessairement contingent de leur travail. [D.B.]

CALCHI NOVATI (Giampaolo) — **Il Corno d'Africa nella Storia e nella Politica. Etiopia, Somalia et Eritrea fra nazionalismo, sottosviluppo et guerra.** — Turin, Società Editrice Internazionale, 1994.

Résumer en deux cent cinquante pages l'histoire politique des États de la Corne de l'Afrique est une gageure. L'auteur s'en tire plutôt bien et offre aux généralistes une bonne introduction à cette région, voire un manuel bien écrit pour un public plus large. Argumenté et équilibré, il permet un survol rapide mais de qualité de l'évolution cette région d'Afrique au XX^e siècle. G. Calchi Novati consacre également à la politique italienne depuis la période des indépendances un chapitre qui intéressera les spécialistes, notamment dans la gestion des tensions Est/Ouest de cette zone.

Évidemment on ne peut balayer une telle période et une telle région sans susciter critiques et insatisfactions. Le spécialiste, malgré certaines remarques de l'auteur, regrettera une approche trop

articulée sur le centre par rapport à des dynamiques longtemps cantonnées aux seules périphéries. Cet aspect est essentiel dans l'analyse des différents nationalismes qui ont essaimé dans la Corne et des forces sociales sur lesquelles ils se sont appuyés. L'auteur adopte également un découpage historique traditionnel qui est nuancé par les recherches en cours. Par exemple, la coloration religieuse du nationalisme érythréen dans les années 40 est une dimension essentielle pour comprendre l'analyse de la guerre civile des années 60, de même que l'évolution idéologique dans les années 50 des couches sociales urbaines un temps acquises à l'idée d'une union avec l'Éthiopie. Le pansomalisme doit certainement être réexaminé à la lumière de la guerre civile somalienne, etc. [R.M.]

TIRUNEH (Andargachew) — The Ethiopian revolution 1974-1987. A transformation from an aristocratic to a totalitarian autocracy. — Cambridge, Cambridge University Press, 1993 (LSE Monographs in International Studies).

C'est un ouvrage qu'il convient de lire en commençant par la conclusion. L'auteur s'y livre à une discussion critique des différentes thèses explicatives de la révolution éthiopienne et met à l'épreuve quelques tentatives de modélisation. L'exercice est un peu superficiel, entaché de quelques raccourcis rapides qui mettent en cause l'impartialité de l'auteur, mais il n'en est pas moins intéressant faute d'être convainquant. Le reste de l'ouvrage est une chronique extrêmement descriptive des péripéties de la construction des institutions révolutionnaires et post-révolutionnaires centrales. Le lecteur, qui aura lu attentivement les études déjà publiées sur le même thème, lui saura gré de sa précision mais n'y trouvera rien de bien nouveau. Il pourra même être un peu agacé par le conformisme des catégories utilisées par l'auteur, ses hésitations à discuter de manière appro-

fondie les quelques thèses qu'il énonce sans se retrancher derrière d'autres publications, notamment celle qui fournit le sous-titre à son livre.

Plus que tout, on regrettera une absence de prise en compte dans son analyse des dimensions internationales et régionales, qui pourtant expliqueraient mieux les lenteurs de la création du Parti des Travailleurs éthiopiens ou les propos acides tenus par Mengistu Haïle Mariam dès 1986 sur la capacité du « socialisme scientifique » à résoudre les problèmes de son pays. Il aurait fallu donner également une autre place dans l'analyse aux périphéries de l'État éthiopien et ne pas se contenter de notations lapidaires plus polémiques que scientifiques en se basant toujours sur la perception du centre. Cette attitude de l'auteur constitue d'ailleurs une surprise car, depuis juin 1991 la question des « nationalités » (pour reprendre le discours des nouveaux dirigeants) est au centre de tous les débats et fait clivage autant dans le champ politique qu'universitaire... [R.M.]

NETO (Ana Maria) — Industrialização de Angola. Reflexão sobre a experiência da administração portuguesa, 1961-1975, préface de Jorge Eduardo da Costa Oliveira. Lisbonne, juin 1991, Escher — Fim do Século Edições, 112 p., (Estudos sobre Africa 3).

Préfacé par un très haut fonctionnaire de l'ancienne administration coloniale d'Angola — était-ce bien nécessaire ? — cet ouvrage extrêmement sérieux analyse la politique économique portugaise envers la perle de l'empire. L'Angola fut un prototype pour les plus modernistes des partisans du maintien de la présence lusitane et, de 1961 à 1974, la politique qu'on y mena entra parfois en contradiction avec l'orientation officielle. La philosophie financière de l'« espace économique portugais » (EEP) limitait en effet l'effort d'équipement en interdisant les déficits, mais l'« encadrement industriel », [condiciona-

mento industrial] permit aussi la confiance pour d'importants investissements locaux. En effet, ce n'était plus l'attitude des années 40 et 50 qui interdisait systématiquement tout investissement pouvant concurrencer la métropole : on changea de *degré* dans les autorisations et des industries intermédiaires furent autorisées. Néanmoins même ce degré plus ouvert entrainait en contradiction, vu la disparité des niveaux de développement, avec le libre-échangeisme entre la métropole et les colonies, imposé par Lisbonne. A partir de 1972, la faillite de l'EEP et le dynamisme angolais imposèrent une politique économique protectionniste *contre* la métropole, permettant un développement plus autocentré. Il s'agit en fait d'une contradiction entre le *leg politico-idéologique* laissé par le choc de 1961 (l'intégrationnisme) et la volonté de développer certaines industries de transformation aux colonies prônée par les milieux européens. La concurrence de la colonie contre sa métropole pouvait aider à la modernisation de l'industrie de cette dernière en faisant disparaître les secteurs qui ne vivaient que de la protection coloniale, et faciliter une meilleure intégration européenne. C'était aussi évidemment une réponse à l'essor du nationalisme, une espèce de mini-Corée du Sud.

Tout ceci est finement analysé. Néanmoins on aurait aimé que l'auteur soit plus prolixe sur les effets d'enclave industrielle dans une économie coloniale caféière et au sein d'une société africaine marginalisée et misérable. Le peuple noir est totalement absent de cette analyse macro-économique. On aurait aimé que l'analyse soit moins angolaise, abordant au moins comparativement le Mozambique ; qu'elle dise la signification du caractère infiniment tardif de l'année 1972 pour le virage économique développementaliste.

Enfin, une question soulevée en filigrane — et illustrée par le fait que le préfacier, outre ses états de services coloniaux est également l'actuel président de l'Institut de coopération économique du Portugal — aurait dû être abordée : le succès relatif de l'industrialisation angolaise de 1961 à 1974, et

surtout de sa phase ultime 1972-1974, signifie-t-il que cette industrialisation peut reprendre ? Le modèle du IV^e plan de développement portugais prévu (1974-1979) et inappliqué (quoique ensuite recopié par les coopérants soviétiques) peut-il servir ? L'auteur a été expert de la Banque mondiale en Angola en 1987 et elle était donc à même de lier sa stimulante analyse de la situation de la dernière période coloniale à une problématique actuelle. [M.C.]

KAMBOU-FERRAND (Jeanne-Marie) — **Peuples voltaïques et conquêtes coloniales, 1885-1914, Burkina-Faso.** — Paris, Acct/L'Harmattan, 1993, 478 p. (collection Racines du présent).

Cet ouvrage qui est la première synthèse sur l'histoire de la conquête coloniale dans les pays voltaïques de 1885 à 1914 est un produit de grand cru même si le titre paraît quelque peu hors-mode comparé aux nouvelles thématiques (développement et démocratie) des études africanistes. Mais peut-on reprocher à son auteur, « griote des temps modernes », de n'être pas dans l'air du temps ? Ce serait lui faire un mauvais procès, car la mission de l'historien est avant tout de nous raconter, non pas le présent immédiat, mais le passé.

Alliant érudition et clarté, et s'appuyant pour l'essentiel sur une documentation d'archives et d'écrits divers, fort fouillée, l'auteur expose le fil des événements sur un mode chronologique et analytique. Ainsi consacre-t-elle la première partie de l'ouvrage, à l'examen des cheminements des colonies d'exploration européennes qui se multiplièrent à partir de 1885. Dans la deuxième partie réservée à l'étude de la conquête armée, elle essaie de dégager les réactions des différentes populations concernées, et clôt ce chapitre par les conventions de partages territoriaux, qui mirent fin aux rivalités entre les nations européennes. Enfin dans la dernière partie consacrée à l'examen de la mise en place du système colonial, ou plus exac-

tement des politiques de pacification, elle passe en revue les différentes stratégies de résistance au processus.

Ce regard rétrospectif arrive à propos. Il intervient surtout comme le dit le professeur Joseph Ki-Zerbo dans la préface de cet ouvrage, à « un moment, où le premier acte relationnel de la jeunesse africaine est de remonter le fil des temps, afin de mieux comprendre, désemparée qu'elle est, par la logique et la dynamique interne des structures actuelles qui lui volent son avenir ». Effectivement on apprend beaucoup, jeune comme vieux, dès qu'on accepte d'accompagner Jeanne-Marie Kambou-Ferrand dans ce voyage à remonter le temps. On en revient ravi parce que nourrit d'une foule d'informations dont certaines concourent en effet à la compréhension des phénomènes sociaux, culturels et politiques actuels. Ainsi par exemple, on découvre non sans satisfaction (pages 397. à 403) que les modes populaires d'action politique que nombre d'africanistes appréhendent comme un phénomène des temps modernes est en réalité, chez les peuples voltaïques, une invention d'un tout autre âge. En effet l'auteur nous montre comment, face à la supériorité des armes à feu des colons, et face aussi à leur stratégie d'investir le champ politique, les indigènes s'étaient inventés des formes passives de résistance dont l'efficacité était peu ou prou éprouvée. Ainsi en était-il « de la stratégie défensive de la dispersion », du refus d'obéissance aux ordres, se traduisant par le non-paiement de l'impôt, la non-présentation de porteurs et de prestataires, ou l'absence de volontaires pour guider les colonnes, ou encore le rejet pur et simple des chefs nommés par l'administration. Et là où ils ne réussissaient pas à les chasser, ils utilisèrent d'autres méthodes pour échapper à leur autorité, aux répressions et aux corvées. Parmi celles-ci, l'émigration de circonscription administrative en circonscription administrative (à l'époque cercle) où tout simplement l'émigration vers les colonies voisines françaises ou anglaises. Dans certains cas, les populations ont recours aux forces et à des pratiques occultes de tout genre : sacrifices, maraboutages... pour

« attacher » l'esprit du Blanc, en vue de s'en attirer les faveurs ou de le chasser du pays.

Au total, dense et riche d'informations brutes et d'éclairages instructifs, cet ouvrage qui porte la marque d'un travail bien fait, restera certainement un précieux monument de référence non seulement à lire mais aussi à conseiller. Il témoigne si besoin en était, que son auteur était incontestablement l'une des meilleures spécialistes de cette période de l'histoire des pays voltaïques qui regroupent de nos jours l'actuel Burkina-Faso et une partie des pays voisins. [M.S.K.]

DIOP (Momar-Coumba) — **Le Sénégal et ses voisins.** — Dakar, Sociétés-Espaces-Temps, 1994, 326 p.

Prolongeant « Sénégal, Trajectoires d'un État » paru en 1992, cet ouvrage entend « inaugurer une série de travaux consacrés aux relations internationales du Sénégal », et comble ainsi une lacune.

En explorant les relations entre le Sénégal et ses cinq voisins, il apporte à la fois un éclairage des problèmes du sous-ensemble ouest africain (que Bou-bacar Barry désigne sous le terme de Grande Sénégalambie) et une illustration des problèmes généraux auxquels est confrontée l'Afrique subsaharienne : multiplicité des héritages coloniaux et des expériences post-coloniales, échec des tentatives d'intégration par le haut, développement des flux transfrontaliers informels (peut-on, pour autant affirmer qu'ils réalisent une intégration ?), incapacité croissante des États à mobiliser les moyens de leurs politiques et à répondre aux aspirations des populations...

Dans un excellent tour d'horizon introductif, M.C. Diop montre bien à quel point politique interne et politique externe sont liées, comme l'illustrent bien la crise casamançaise et sa gestion par Dakar : *a fortiori* quand l'externe (la Gambie) se trouve... à l'intérieur. Une liaison malheureusement occultée par

J. Schmitz, dans un article par ailleurs très documenté sur le conflit sénégal-mauritanien, qui montre bien, notamment, la récupération politique de l'ethnicité, mais où n'apparaît pas la dimension du nationalisme arabe alors à l'œuvre en Mauritanie ; plus étonnant, s'agissant d'« hydropolitique » : non seulement le différent frontalier sénégal-mauritanien n'est pas mentionné, mais J.S. fait comme s'il n'existait pas, fixant la frontière au milieu du fleuve, attribuant sans broncher la rive droite à la Mauritanie, ce que le Sénégal n'a jamais reconnu ! On comprend que ce soutien apporté à la cause mauritanienne ait soulevé quelque émotion à Dakar...

Alors que les contentieux idéologiques de la Guerre froide avec le Mali, la Guinée ou la Guinée-Bissau ont disparu, d'autres contentieux subsistent ou sont apparus. Les contentieux frontaliers ont été désamorçés après une période de tension où le Sénégal semble avoir été soumis à des tentatives de déstabilisation. Mais ils ne sont pas tous réglés pour autant : les retombées de la crise sénégal-mauritanienne créent de nouvelles tensions périphériques. Quant aux relations sénégal-gambiennes, on ne s'étonnera pas qu'elles se taillent la part du lion dans l'ouvrage, la Gambie restant un handicap économique et politique majeur pour le Sénégal.

M.C. Diop souligne comment le Sénégal a su, jusque-là, exploiter au mieux ses soutiens politico-financiers internationaux — le rôle de la France a été essentiel — pour prétendre au leadership sous-régional et pour gérer les crises internes et externes en évitant autant que possible le recours à la force. Mais cette capacité risque d'être compromise par les exigences de la Banque mondiale et du FMI, ce qui rend les équilibres instables et l'avenir incertain.

On peut regretter que l'examen des rapports du Sénégal avec ses voisins ne soit pas davantage situé dans une perspective géopolitique régionale éclairant mieux les objectifs de Dakar (quand bien même il n'en aurait plus les moyens). N'y a-t-il pas quelque part, chez les dirigeants sénégalais, la nostalgie du temps où Dakar rayonnait sur toute l'Afrique de l'Ouest ? Mais cette

réserve ne retire rien aux qualités d'un ouvrage appelé à devenir une référence sur la question. C'est avec intérêt qu'on en attend les prolongements, en particulier avec l'analyse des rapports du Sénégal avec la France, mais aussi, moins connus, de ses rapports avec les pays arabes. [J.-C.M.]

MARJUVIA — **A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire.** — Paris, Fayard, 1994, 628 p. Index, cartes, bibliogr. (Documents édités par Y. Marguerat et D. Poitou).

Marjuvia, nom du réseau *Marginalisation des jeunes dans les villes africaines*, s'est constitué en 1984 à Paris par des chercheurs et praticiens de terrain. Cet ouvrage rentre dans l'un de ses objectifs qui est de collecter, de rassembler et de diffuser toute information sur le phénomène de l'exclusion et de la marginalisation des enfants de la rue dans les villes africaines. Il regroupe 65 articles de statut scientifique divers écrits sur une trentaine de villes réparties sur une vingtaine de pays. La relative ancienneté de certains articles ne bride en rien les témoignages poignants dont ils rendent compte et que renforcent des articles de facture plus récente.

C'est un ouvrage qui relate la dure quotidienneté de ces enfants, leurs paroles à l'état brut et leur descente lente aux enfers, leur itinéraire aux causes et aux conséquences multiples et dures. Un ouvrage qui parcourt le temps et les espaces géographiques, social et psychologique, sur lequel on n'a rien à redire, sinon de recommander sa lecture. On se demande d'ailleurs si l'exclusion et la marginalisation enfantine et juvénile ne sont pas inscrites aussi dans l'espace villageois réputé à tort idéalement intégrateur. Lorsqu'une société prive inconsciemment et surtout, ce qui est plus cruel, consciemment ses enfants, souvent très jeunes, de toutes protections en les contraignant aux fourches caudines de la dure loi de la sélection naturelle, cette société-là n'est-elle pas en train de creuser sa propre tombe ? Que

font en amont les autorités africaines pour ces sans-voix sans défense ? Manifestement pas grand-chose que de prévenir dans la répression et la violence ce qu'elles considèrent comme simple délinquance ou fainéantise.

Globalement, cet ouvrage montre comment des sociétés (pas seulement africaines) produisent des valeurs qui souvent sont en contradiction avec leurs propres pratiques. Et on se demande à cet égard où est partie l'Afrique holiste organisée en bandes de solidarités, d'hospitalités et de rires joyeux tant vantée par Senghor et ses émules. Face à l'ampleur du phénomène des enfants de la rue, la note d'espoir de S. Adotévi en guise de conclusion à l'ouvrage semble totalement dérisoire et les Africains, ces enfants-là surtout, en ont assez de l'espoir maintenant. [C.-M.T.]

BRONS (Maria) — **Somaliland : Zwei Jahre nach der Unabhängigkeits-erklärung.** — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1993, 105 p, cartes, bibliogr.

Le Somaliland, c'est-à-dire la partie nord de la Somalie qui a déclaré son indépendance en mai 1991, mais qui jusqu'ici n'a pas été reconnu comme État souverain par la communauté internationale, n'est pas souvent l'objet de multiplications scientifiques. Raison suffisante pour signaler le petit ouvrage de M. Brons qui ne prétend pas être l'étude définitive sur la question, mais qui est une bonne introduction en la matière.

Les trois premiers chapitres du livre nous donnent une chronologie des événements politiques ayant façonné le destin du Somaliland depuis une dizaine d'années. L'auteur ne cache pas sa sympathie pour le pays et pour les dirigeants de son mouvement de libération, le *Somali National Movement*, mais elle prend suffisamment ses distances en signalant également les faiblesses de ce mouvement et les nombreux problèmes qu'il n'a pas su résoudre. Le quatrième chapitre est consacré à un inventaire

sans complaisance de la situation économique et sociale du Somaliland. Le constat est accablant : tout ou presque a été détruit pendant la guerre civile, et tout est donc à reconstruire. Dans un cinquième chapitre, M. Brons analyse le contexte international et pose la question de savoir pourquoi le Somaliland attend toujours sa reconnaissance diplomatique. En somme, un bon tour d'horizon qui comprend en annexe quelques documents importants et une bibliographie utile. [R.B.]

BAGACHWA (Mboya S.D.), MBELLE (Ammon V.Y.) — **Economic policy under a multiparty system in Tanzania.** — Dar es Salaam University Press, Dar es Salaam, 1993, 218 p.

HAVNEVIK (Kjell J.) — **Tanzania : the limits to development from above** — Uppsala Nordiska Afrikainstitutet, 1993, 343 p.

MMUYA (Max), CHALIGHA (Amon) — **Towards multiparty politics in Tanzania** — A Spectrum of the Current Opposition and the CCM Response — Dar es Salaam, University Press, 1992, 167 p.

La Tanzanie n'échappe pas au « temps mondial ».

L'ouvrage dirigé par Mboya Bagachwa et Ammon Mbelle resitue les réformes adoptées par le gouvernement tanzanien depuis le milieu des années 80 dans le contexte de la transformation de la configuration économique et politique mondiale. L'effondrement des régimes communistes de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est, en particulier, a ouvert la voie à la mondialisation de la « démocratie de marché ». Si les auteurs s'accordent pour mettre en évidence le rôle de la contrainte extérieure dans les changements économiques et politiques actuels de la Tanzanie, ils s'efforcent également de préciser les échecs de politique intérieure ayant rendu nécessaire l'adoption de réformes. On peut ainsi prendre note du chemin parcouru par

les universitaires tanzaniens depuis la fin des années 70, lorsqu'il était de bon ton de sous-estimer les causes internes de la crise socio-économique. Parmi les treize auteurs ayant contribué à cette synthèse, seul l'un d'entre eux (J. Wagao) minimise les erreurs commises par les dirigeants tanzaniens.

A ceux qui, comme lui, conserveraient l'illusion d'une Tanzanie post-coloniale ayant réellement appliqué les idéaux « socialistes » de la Déclaration d'Arusha, il faut recommander la lecture du dernier ouvrage de Kjell Havnevik. L'auteur étudie l'économie politique de la Tanzanie depuis l'indépendance. Il montre que la Déclaration d'Arusha ne guide l'action gouvernementale qu'entre 1967 et 1972-1973. Cette période représente la seconde étape de l'édification du « modèle post-colonial » tanzanien, dont les caractéristiques principales sont : un État fort, une politique de modernisation économique, un profil social. Une orientation développementaliste caractérise la première étape. L'autoritarisme est la marque dominante de la troisième (1972-1979).

Le « développement par le haut », souvent appliqué de force par l'État, soutenu par les agences étrangères et internationales d'« aide », a construit une société dominée par l'État, dépendante de l'extérieur et non démocratique. Deux études de terrain donnent beaucoup de matière à cette thèse. L'analyse des interventions publiques dans la production rurale du district de Rufiji met en évidence leur rôle dans la sortie du marché officiel opérée par les paysans. Ceux-ci ont préféré s'engager dans des activités non agricoles, plus rémunératrices (et non pas dans l'« économie d'affection » ainsi que le soutient Goran Hyden). L'insuffisante production agricole en découlant constitue l'une des principales causes de la crise économique. Or, la crise a contribué à délégitimer plus encore le modèle post-colonial, qui s'écroule, miné de l'intérieur et de l'extérieur, remplacé par le « régime de l'ajustement structurel », à partir de 1984. Si les mesures de stabilisation et de libéralisation de l'économie ont donné quelques bons résultats macro-économiques, elles ont un lourd

coût social. La majorité de la population tanzanienne, les paysans y compris, en pâtit, alors que les dynamiques de différenciation sociale sont accentuées.

Les politiques d'ajustement en Tanzanie représentent donc un bouleversement majeur, que les universitaires tanzaniens se doivent d'essayer de comprendre. La synthèse dirigée par M.S.D. Bagachwa et A.V.Y. Mbelle participe de cet effort. En elle-même, elle figure une autre caractéristique, plus positive, du régime post-colonial tanzanien : la liberté de débat accordée aux intellectuels. Elle présente un large éventail d'opinions vis-à-vis de différentes réformes. Entre le nostalgique de l'Ujamaa, J. Wagao, et l'économiste de tendance libérale, H.P.B. Moshi, les conseillers économiques du pouvoir, E.S. Bukuku et H.I. Lipumba, adoptent une attitude pragmatique, qui cache mal leur sentiment d'être contraints dans la définition des choix économiques par les institutions financières internationales.

Le poids de la contrainte extérieure apparaît également dans l'initiation du processus de démocratisation, comme le montre l'ouvrage de science politique de Max Mmuya et Amon Chaligha. Si le CCM (parti unique entre 1965 et 1992) a décidé d'engager des réformes politiques, c'est parce qu'il a tiré les conclusions des bouleversements politiques survenus dans l'ex-URSS, en Europe de l'Est et dans d'autres pays africains, mais aussi parce que les bailleurs de fonds ont fait pression en ce sens. Les facteurs internes à l'origine des réformes sont également minutieusement examinés : le problème du monopartisme oligarchique, de la domination sur l'économie et la société par l'État, de la crise économique, de l'émergence de nouveaux groupes sociaux et de la contestation, etc. S'ensuit une présentation très détaillée du calendrier et des modalités de la « formalisation du multipartisme », mettant en exergue le contrôle astucieux de l'évolution politique par le Chama cha Mapinduzi, qui marginalise ainsi l'opposition dans le processus de démocratisation. Alors que le multipartisme a été reconnu officiellement en juillet 1992, les élections ne sont prévues que pour l'automne 1995. Le

CCM a, de plus, de grandes chances de les remporter. Ses atouts principaux sont : son organisation, l'héritage nationaliste, le soutien de Julius K. Nyerere, des alliances stratégiques avec de gros commerçants et la faiblesse des partis d'opposition. Alors que les auteurs effectuent une bonne revue des principaux partis, ils s'inquiètent de l'absence de programme économique alternatif, ou de « philosophie économique », et se demandent si le multipartisme pourrait entraîner un changement de politique économique. Ils oublient alors de s'interroger sur la possibilité d'une telle alternative. Dans le cadre du « régime de l'ajustement structurel », les grandes orientations de politique économique ne sont plus décidées par le gouvernement, mais par la Banque mondiale et le FMI.

De même, les auteurs ne tirent pas les conclusions découlant de leur évocation (méritoire) des problèmes de l'Union. Le tableau (p. 106) montrant que Zanzibar était nettement moins favorable au maintien du système de parti unique aurait mérité des commentaires, et dû susciter des questions, et en premier lieu celle-ci : quel est le rôle de Zanzibar dans les changements en cours ? L'absence de considération particulière pour Zanzibar dans les études sur la Tanzanie (les deux autres ouvrages n'échappent pas à la critique), outre qu'elle fait silence sur des spécificités intéressantes, contribue à blesser l'orgueil nationaliste des insulaires. [S.V.]

Human Rights Watch Arms Project — Human Rights Watch/Africa, **Landmines in Mozambique**, New York, mars 1994, Human Rights Watch, 120 p.

Angola, Arms trade and violations of the laws of war since the 1992 elections, New York, novembre 1994, Human Rights Watch, 164 p., résumé en portugais (pp. 157-163).

World Report 1995, Human Rights Watch/Africa Section, décembre 1994, 55 p.

Il faut saluer la persévérance des enquêtes de *Human Rights*

Watch/Africa, qui visent à fonder des campagnes internationales de protestation (notamment celle sur l'interdiction de la production et de la commercialisation des mines antipersonnelles) sur des données concrètes et incontestables. Cette organisation bénéficie d'excellents chercheurs, en l'occurrence pour l'Angola et le Mozambique surtout Alex Vines, auteur de l'essentiel des enquêtes.

Ces deux rapports, parfois très techniques, et qui se terminent par les habituelles « recommandations » ont également un but pédagogique : ainsi celui sur le Mozambique est illustré de dessins qui ont déjà été repris dans des brochures, plus petites, de diffusion populaire. Dix mille personnes ont déjà été tuées par des mines au Mozambique, et avec la stabilisation de la paix, la reprise des mouvements de population va inévitablement amener son lot de nouvelles victimes, notamment des enfants. Or, dans les projets de l'aide internationale, le déminage n'est pas la priorité ; par ailleurs, des entreprises qui ont vendu des mines obtiennent aujourd'hui des contrats de déminage... Quant à la troisième guerre d'Angola, elle a fait en deux ans plus de victimes que les deux autres (1961-1974 et 1975-1991) avec une violation systématique des lois de la guerre par les deux parties, qui se procurent sans aucune difficulté, mais avec avantage quantitatif au gouvernement, des tombereaux d'armes.

A noter encore le rapport général sur l'Afrique qui, outre les deux pays cités, aborde aussi le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, le Liberia, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Soudan et le Zaïre. [M.C.]

SANDRETTO (René) (dir.) — **Zone Franc. Du franc CFA à la monnaie unique européenne**. — Paris, Les Éditions de l'Épargne, 1994, 301 p.

Sur un thème d'actualité, cet ouvrage collectif réunit des contributions de spécialistes de la zone franc issus de divers horizons (experts, analystes finan-

ciers, hauts-fonctionnaires, universitaires).

La première partie consacrée à « la formation et l'évolution de la zone franc » est marquée par la contribution de H. Gérardin. En une quarantaine de pages, l'auteur retrace l'évolution des différentes zones monétaires que l'on peut qualifier de coloniales : zone franc, sterling, escudo, peseta et la zone monétaire belge. Cette étude pertinente « montre comment, initialement, certains éléments rapprochaient ces zones ; elles se sont progressivement différenciées par leur composition, leurs institutions et modes de fonctionnement, le rôle de leur monnaie directrice sur le plan international et la place de l'intégration économique dans le développement des pays membres » (p. 52).

La deuxième partie s'intéresse aux « dysfonctionnements, crise et dynamique de la zone » franc. « La crise économique et structurelle aux contours spécifiques à chaque pays : sur le plan interne, des organismes chargés d'assurer la production et la commercialisation des produits de base se sont avérés mal adaptés ; afin de faire face à la dégradation de la situation dans différents secteurs d'activité, les autorités ont engagé des programmes de restructuration ; sur le plan externe, malgré les garanties attachées au mode de fonctionnement de la zone franc, certaines relations économiques, commerciales et financières se sont profondément modifiées » (p. 79). Dans ce contexte, le système de la zone franc a révélé son inaptitude à faciliter de crise des pays africains membres.

La troisième partie de l'ouvrage reprend certaines « chroniques de la zone » parues dans la revue *Informations et Commerciales* entre 1986 et 1993. Les différentes contributions mettent en lumière, dès la deuxième moitié des années 80, l'existence d'un débat sur le fonctionnement de la zone ainsi que sur

son avenir. En 1987, B. Vinay écrivait que, contrairement à certaines idées reçues, le fonctionnement de la zone se traduisait par un « laxisme monétaire » : « il apparaît aujourd'hui que les pays de la zone franc sont en péril non pas à cause d'un malthusianisme monétaire qui les aurait empêchés de mettre leurs monnaies à contribution pour accélérer leur développement, mais bien plutôt à cause du laxisme monétaire qu'ils ont épousé dans cette perspective et dont certains sont déjà les victimes » (p. 143). Par contre, sur la période 1980-1986, M. Rougé montre, en faisant référence à l'expérience des pays africains hors zone, « qu'à l'épreuve de la crise de la dette, les mécanismes de la zone franc se sont révélés à la fois souples solides et efficaces » (p. 166). Suivent trois réflexions de J.L. Laurent, échelonnées de 1988 à 1992, qui soulignent la perte de cohérence de la zone en raison des mutations de l'environnement tant interne qu'externe. L'accentuation de la crise en fin de période, met en lumière la nécessité de réformes de la zone « tendant à renouveler son visage et son mode de fonctionnement » (p. 213).

L'avenir de la zone franc après la dévaluation est principalement envisagé dans la quatrième partie. G. Bardonnet, R. Sandretto, M. Lelart et B. Vinay s'interrogent. Pourquoi la dévaluation était-elle devenue inéluctable ? Quels sont les risques d'échecs et les chances de succès ? A quelles conditions, les effets attendus sont-ils susceptibles de se produire ? Quelle est la signification des mesures d'accompagnement ? Quel avenir pour la zone franc face à l'Union Économique et Monétaire européenne ?

Il est à noter que l'ouvrage comporte de nombreux tableaux de données statistiques. On pourra néanmoins regretter un certain chevauchement des thèmes abordés entre les différentes parties de l'ouvrage. [B.C.]